

Blanchiment des capitaux

Le Cameroun, plaque tournante



- L'agence nationale d'investigation financière a recensé près de 700 dénonciations émanant des banques, établissements de microfinance, compagnies d'assurance et autres institutions assujetties.
- L'accroissement du phénomène inquiète, dopé notamment par le secteur immobilier. P.5

Crise anglophone, Boko Haram...

Les jeunes d'aujourd'hui sont-ils les bombes de demain ?

* Les violences vécues par cette tranche de la population dans le cadre de ces conflits ont un impact sur leur santé mentale.

* Eclairage du Dr. Justine Laure Menguene Mviena, sous-directeur de la santé mentale à l'hôpital Jamot et Psychiatre. P.9

Nigeria

A peine annoncée, la réélection de Buhari contestée par l'opposition

P.12

Universités d'Etat

Le recrutement des enseignants débute le 30 mai prochain

P.8

9th Biennial Conference of ACHAP

Participants pledge to bring back primary health care as a way to attain universal health coverage

P.2



Official opening ceremony of the 9th biennial conference of the Africa Christian Health Associations Platform (ACHAP)

Participants pledge to attain universal health coverage for all Sub-Saharan countries by 2030.

The engagement to provide quality and affordable health care to all and to attain universal health coverage by 2030 has been reechoed at the ACHAP Biennial Conference hosted by the CBC Health Services, Mont Febe, Yaounde. The pledge was made during the opening ceremony of this conference presided over by the Chairman of ACHAP, Peter Yeboa together with the representative of the Minister of Public Health, Cameroon, Aurelie Onguene. In his devotional message on the theme "Is there no cure in Africa", the Moderator of the PCC, Rt. Rev. Fonki Samuel regretted the fact that Africa is marred with killings, misery and a depressed healthcare system affected by conflicts. He encouraged everyone with the saying that "prevention is better than cure" while reminding ACHAP members that Africa is looking up to them.

"We are here to explore means and ways of bringing back primary health care to achieving universal health coverage. As you can see the African health system has challenges that we have several communicable diseases, we are suffering from disabilities and discomfort that are all avoidable. We think that at the moment, one key pathway is in ensuring that everyone living in sub-Saharan



Group photo after official ceremony

Africa enjoys access to quality health care, that is, affordable, available and accessible at all times without any hardship", Peter Yeboah said. He went ahead to say that they are meeting as faith-based health providers for Africa to bring back primary health care that started 40 years ago and that they think that if Africa has to ensure economic development, health must be seen as both an input and an output of socio-economic development.

To him an economy is striving very well if everybody is well. As a way to attain this, there is a need that hospitals should be closer to the community because Primary health care means ensuring that people do not necessarily go to the hospital. Prof Tih Pius, Director of the CBC Health Services said this conference is very beneficial because the Cameroon Baptist Convention has been practicing primary health care since

1980 and it has been working against the back drop of primary health care not being recognized in Cameroon. "Now that all the other countries are talking Primary health care, I am sure that the government of Cameroon will think back on primary health care as the way to attain universal health coverage for everybody", he concluded.

The conference that is holding under the theme "Re-Igniting Primary Health Care: The Role

of ACHAP rounds of on March 1, 2019. Apart of the participants from countries of sub-Saharan countries attending the conference, partners of ACHAP such as: IMA World Health, American Leprosy Missions, World Vision, JPHIEGO-MCSP, Catholic Relief Services, CCIH, Global Water 2020, the World Council of Churches and UNAIDS are equally in attendances.

By Amos Muang Nsah

Coopération décentralisée

Les opportunités offertes par le Canada

L'objectif est de répondre aux besoins de la population.

Le développement du Canada qui est un pays en pleine transformation, à forte croissance et à multiples opportunités, peut aider le Cameroun à aller vers ce même développement. Le pays est inscrit dans une vision nationale, l'émergence 2035. Des élus locaux et l'agence de gouvernance de développement local (Agdld) se sont justement retrouvés le 26 février 2019 afin d'en observer les options qui seront présentées du 22 au 31 mars 2019. 82 Communes par exemple à Montréal pourraient bien aider les

Communes locales en cette matière dans leurs projets et à soutenir les efforts de développement.

Tel que le rappelle Jean Marie Manga, maire de Nkondjock dans le Littoral, il faut pour cela que le pays se hâte vers la décentralisation qui connaît de nombreux obstacles au Cameroun. En effet, a admis l'ancien commis de l'État, « les mairies ne sont pas suffisamment outillées ».

Cette observation rejoint justement la proposition de sieur Ndengue Metala Joseph, représentant de l'Agdld au Canada qui a indiqué les pistes d'opportu-

nités qu'offre cet État d'Amérique du Nord. Il s'agit notamment de la protection des jeunes et des femmes telle que prévue par les objectifs de développement durable (Odds) soutenus par les Nations unies. Il faut également pouvoir investir dans les centres de formation et autres secteurs du bois.

Cette transformation des visions en opportunités réelles passe par ailleurs par le renforcement de capacité des personnels de la Commune. Elle s'appuie sur le transfert de compétences et des ressources efficaces. Cela tient en outre à

la capacitation des ressources humaines, aux financements et aux transferts des ressources matérielles, d'après le Dr Cédric Njoya, qui explique que cela tient à l'autonomisation des Communes.

Gilles Bang, responsable de l'Agdld, a souhaité que ce programme de gouvernance destiné aux collectivités territoriales décentralisées (Ctd) soit une opportunité à saisir. Le café débat du 26 février était donc l'occasion de faire savoir que l'agence est prête à accompagner les Communes. C'était en plus l'occasion de dire que les

solutions passent par la maturation des projets. L'encadrement des jeunes, la création des usines de transformation des produits locaux avec le soutien des partenaires étrangers, sont quelques pistes de réflexion et de solutions.

Du coup, des projets tels que celui développé par sieur Doudjo Armand, promoteur de la caisse agropastorale du Cameroun (CAC) sont les bienvenus d'autant plus qu'il s'apparente à une plateforme qui relie le monde rural et l'espace urbain.

Hervé Ndongong

34^{ème} journée internationale de la femme

Les dames du Minjec affûtent leurs armes pour une réussite tous azimuts

La première réunion préparatoire a eu lieu lundi dernier au ministère de la jeunesse et de l'éducation civique.

La journée internationale de la femme (JIF) a toujours été considérée comme l'un des périodes les plus déviantes de la gent féminine. Toutefois, le ministère de la jeunesse et de l'éducation civique (Minjec) encourage la femme à plus de responsabilité durant ladite période.

C'est dans cette mouvance que la salle des conférences du ministère de la jeunesse et de l'éducation civique a abrité lundi dernier la première réunion préparatoire à la 34^{ème} journée internationale de la femme. Présidée par Mme Atanga Micheline, conseiller technique no 1 (CT1) du Minjec, elle a eu pour but de mettre sur pied tous les fondements qui devront meubler la célébration de la JIF au sein du Minjec.

Avant d'ouvrir les échanges, Mme Fouda Marie Joseph, sous-directeur à la DECIN, a donné quelques consignes liées à la participation au dé-

filé. Sont interdits les chaussures ouvertes, les chaussures à talons, les tenues indécentes ou encore les enfants de moins de 15 ans.

Au cours de la rencontre, l'on a eu droit à un débat au sujet des activités socioculturelles, notamment sur la nécessité ou non de continuer avec l'élection d'une Miss Minjec. Mme Eyenga, chef Cmpj régional du centre a énuméré les critères qui ont permis de sélectionner les candidates de l'an dernier. On note le bilinguisme et le multiculturalisme, l'éloquence, l'engagement citoyen, l'éthique professionnelle et la maîtrise des missions dévouées au Minjec.

Notons que le thème de cette année est: « Croisade contre les inégalités de sexes : s'armer à la nouvelle impulsion ». Ainsi, dans ses propos, Mme le CT1 a indiqué que les hommes et les femmes doivent travailler ensemble main dans la main, pour réduire et pourquoi pas mettre fin aux



Pendant la réunion

inégalités que subissent les femmes.

Comme activités retenues pour la fête du 08 mars prochain, figurent entre autres:

une session de réarmement moral, une activité de volontariat, le concours de la meilleure lettre adressée à la jeune fille afin de lui présen-

ter toutes les opportunités d'insertion socioéconomique offertes par le gouvernement.

Rosette Ombessack

Central african backbone

Le comité de pilotage tient sa session ordinaire

Cette septième session dont les travaux se sont déroulés à Yaoundé, a été présidée par le ministre des postes et télécommunications.

La été question d'évaluer l'état d'avancement global de ce projet dont l'objectif est la mise en œuvre d'un réseau de télécommunications haut débit et à fibre optique en Afrique centrale.

Constitué d'une composante régionale et d'une composante pays, il a pour objectif de contribuer à la réduction du coût élevé de la communication et Tics sur le climat des affaires dans la sous-région. Il participe à la création des emplois sous toutes ses formes. Il est ainsi question, au cours de cette session, de permettre à ses membres d'apprécier l'état d'exécution du projet dont

la clôture est prévue pour le 31 décembre 2019.

Pour Minette Libom Li Likeng, minpostel et présidente dudit comité de pilotage, cette réunion se tient au moment où le gouvernement doit mettre en place une infrastructure d'une communication de qualité, garantissant un accès haut débit sur l'ensemble du territoire des entreprises et ménages, ainsi que la connectivité directe avec les pays de la sous-région Afrique centrale.

A l'issue de cette rencontre, des mesures idoines seront adoptées pour une exécution rationnelle et accélérée du projet, en vue d'atteindre des résultats escomptés.

K.J.



Minette Libom Li Likeng, minpostel et présidente dudit comité de pilotage

Blanchiment de capitaux

670 dénonciations enregistrées par l'Agence nationale d'investigation financière

L'accroissement du phénomène inquiète, dopé notamment par le secteur immobilier.

Le Cameroun semble être devenu le paradis du blanchiment des capitaux. Sauf que les acteurs impliqués dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme au Cameroun montent de plus en plus au créneau. Depuis le 25 février dernier, le dispositif de lutte contre ces tares est évalué à Douala.

En effet, alors que ces parties prenantes n'avaient transmis que 83 déclarations de soupçons à l'Agence nationale d'investigation financière (Anif) au cours de l'année 2008, le nombre de déclarations de soupçons reçues par l'Anif a atteint 670 en 2018, apprend-on officiellement. L'Anif, pour ce qui est de son fonctionnement et conformément aux textes qui la régissent, tire ces données des banques, établissements de microfinance, compagnies

d'assurance et autres institutions assujetties, avec qui elle collabore.

Toutes ces structures se doivent en effet de transmettre à la cellule de renseignement financier de l'Etat, des déclarations de soupçons en cas de transactions effectuées par leurs clients et portant sur des montants bien déterminés.

Face à ces renseignements, l'Anif interviendra ainsi pour enclencher des investigations. L'immobilier, avec sa demande croissante et l'explosion des prix, est devenu ces dernières années le secteur par excellence du blanchiment des capitaux. Mais, l'Anif est allée plus loin, en intégrant les quincailleries dans la liste des structures et autres institutions assujetties à l'obligation de lui transmettre des déclarations de soupçons.

Kami Jefferson



Réaménagement du Gouvernement

L'Est célèbre ses fils

Des méga meetings de remerciements au président de la république viennent d'être organisés dans les 04 chefs-lieux de département à l'Est.

GratITUDE, reconnaissance, loyauté, déférence et fidélité.

Tels sont les cinq maîtres mots qui résument bien le sentiment que les fils et filles de la région de l'Est éprouvent en ce moment à l'endroit de Paul Biya.

En effet, à l'issue de sa brillante réélection à la tête de l'État, le 07 octobre dernier et au lendemain de sa prestation de serment, le 06 novembre 2018, le président de la république, chef de l'État a procédé au réaménagement du gouvernement de la république, le 04 janvier 2019.

Dans ce premier gouvernement des grandes opportunités que conduit Joseph Dion Nguté, premier ministre, il a honoré 06 fils de l'Est qui occupent les fonctions de ministre de la fonction publique et de la réforme administrative (Minfopra), pour Joseph Anderson Lé ; de ministre des mines, de l'industrie et du développement technologique (Minmidt), pour Gabriel Dodo Ndoké ; de ministre délégué à la présidence de la république chargé des relations



Pendant la cérémonie

avec les assemblées, pour François BolvineWakata ; de directeur adjoint du cabinet civil de la présidence de la république, pour Oswald Baboké ; de secrétaire d'État auprès du ministre des travaux publics chargé des routes, pour Armand Ndjodom et de conseiller spécial à la présidence de la ré-

publique, pour Luc Dieudonné Samba.

Pour la toute première fois depuis l'indépendance du Cameroun, la région de l'Est est représentée au gouvernement par six de ses fils!

Cette décision a été accueillie avec émotion dans les quatre coins de la région du Soleil Le-

vant.

Et, depuis cette date, l'Est est en fête. Toutes les populations de la région, de Dimpam à Messok ; de Ngoyla à Garoua Boulai ; de salapoumbe à Diang ; de Ngoura à Atok ; de Yokadouma à Bertoua ; de Batouri à AbongMbang... ont exprimé leur gratitude au chef de l'État

Paul Biya. Le Minfopra Joseph Anderson Lé n'a pas manqué de reconnaître en l'homme du renouveau les bienfaits à la région de l'Est : « Depuis votre accession à la magistrature suprême, le 06 novembre 1982, l'Est n'a cessé de bénéficier de votre grande générosité ».

Bossis Ebo'o

Région du Centre

En 3 ans, 76 jeunes camerounais vont créer au moins 228 hectares de nouvelles cacaoyères

Le 26 février 2019, un nouveau groupe de 76 jeunes des localités de Bondjock, Bomabom et Ntui, dans la région du Centre du Cameroun, ont reçu des kits agricoles leur permettant d'intégrer le programme « New Generation », lancé en 2012 par le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), afin de rajeunir la force de production dans les filières cacao-café.

Dans 3 ans, ces 76 jeunes devront créer, dans leurs localités respectives, 228 hectares de nouvelles cacaoyères, à raison d'au moins trois hectares pour chacune des nouvelles recrues de « New Generation ». Ce programme, en 7 années d'existence, apprend-on officiellement, a déjà encadré plus de 1520 jeunes (dont 267 filles), lesquels ont pu planter plus de 2500 hectares de nouvelles cacaoyères dans les bassins de production du pays.

« Le programme "New Generation" est un puissant levier de croissance économique, par la création d'emplois décents pour la nouvelle génération, appelée à pratiquer une cacaoculture plus pro-

ductive, plus compétitive et orientée vers des marchés plus rémunérateurs », a confié Luc Magloire MbarngaAtangana, le ministre du Commerce, au cours de la cérémonie d'incorporation des nouvelles recrues de « New Generation », à Bondjock.

Pour rappel, « New Generation » découle d'une étude de l'Interprofession cacao-café, qui a révélé que la moyenne d'âge des producteurs de cacao dépassait 60 ans dans certains bassins de production du Cameroun. Le programme consiste à recruter des jeunes intéressés par la cacaoculture, pour une formation étalée sur une période de 3 ans, qui porte aussi bien sur les meilleures pratiques culturelles que les techniques de commercialisation de la production.



En 3 ans, 76 jeunes camerounais vont créer au moins 228 hectares de nouvelles cacaoyères

Au sortir de ce cursus, les recrues, qui auront préalablement pris l'engagement de créer au moins 3 hectares de cacaoyères au sortir de leur

formation, reçoivent de l'interprofession cacao-café tout le nécessaire (sauf la terre et la main-d'œuvre) et le suivi adéquat, pour deve-

nir des entrepreneurs agricoles, spécialisés dans la production du cacao.

Oscar Onana

Habitat

Le Cameroun va emprunter 93,6 milliards FCFA auprès de la Banque mondiale pour améliorer les conditions de vie en milieu urbain

Paul Biya (photo), le président de la République du Cameroun, a fait publier, le 22 février dernier, un décret habilitant le ministre en charge de l'Economie (Minepat) à signer avec l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, un accord de crédit de 142,7 millions €, soit environ 93,6 milliards FCFA.

Ce financement sous forme de prêt, indique le décret présidentiel, servira dans le cadre du Projet de développement des villes inclusives et résilientes (Pdvir), qui succède au Projet de développement des secteurs urbains et de l'approvisionnement en eau (Pdue).

A travers le Pdvir, la Banque mondiale entend soutenir les efforts déployés par le gouvernement du Cameroun pour améliorer les conditions de vie en milieu urbain,

face aux aléas naturels, dans sept villes du Cameroun, particulièrement dans certains quartiers pauvres et vulnérables.

Il s'agit, entre autres villes bénéficiaires, des communes d'arrondissements de Yaoundé 5 et 7, Douala 3 et Douala 5, les villes de Ngaoundéré, Batouri et Kumba. Le Pdvir prévoit même la réalisation de travaux de voiries et équipements structurants dans les villes de Kumba, Batouri et Ngaoundéré.

Oscar Onana



Paul Biya

Intégration régionale

Des ressources pour faire avancer les pays

Le Président de la Banque africaine de développement a accueilli mardi dernier à Abidjan, les gouverneurs de la Banque pour l'Afrique centrale.

Alamane Ousmane Mey, le Ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire, a représenté le Cameroun à la réunion des gouverneurs de la banque pour l'Afrique centrale. Venus du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine, du Tchad et de la Guinée Equatoriale, ces gouverneurs ont participé à une réunion consultative. Il était question d'échanger avec les principaux responsables de l'institution financière qui ont passé en revue des projets nationaux et régionaux, ainsi que de poser avec les dirigeants de la Banque les bases d'un développement accru de leur région. Soit une réunion que leurs homologues de l'Afrique de l'Ouest ont tenue la veille. Au cours de la rencontre, Célestin Monga, vice-président et économiste en chef de la Banque, a présenté un tableau économique de l'Afrique

centrale. Celui-ci qui évoque les principaux défis à relever pour améliorer la croissance inclusive, la paix, la sécurité, la gestion et la stabilité macroéconomique etc. Il a en outre, évoqué la nécessité sur la diversification des économies des Etats de la région via l'agro-industrie, la pêche et l'élevage. « Cette politique porte déjà ses fruits depuis que le gouvernement de mon pays s'emploie, depuis quelques années, à transformer le bois sur place. Quelque 80 entreprises de transformation de bois existent au Gabon », argue Hilaire Machima, gouverneur du Gabon. Toutefois, le Directeur général de la Banque pour l'Afrique centrale, Ousmane Doré, a mentionné l'impact notable des projets financés par la Banque sur les populations. « Les engagements de la Banque dans la région ont atteint 13 milliards de dollars en 2018, pour un total de 531 opérations », a-t-il souligné. « 2019 serait une année de coopération approfondie avec la région



Photo de famille

», a-t-il ajouté.

Les projets

Parmi les projets transformateurs financés par la Banque, figurent ceux réalisés grâce au Fonds africain de développement. C'est ainsi que sur les sept pays de la région, quatre dont le Cameroun, la République centrafricaine (RCA), le Congo Brazzaville et le Tchad ont été interconnectés en moins de dix ans, par des axes routiers. Ces corridors ont, ap-

prend-on, divisé par cinq les coûts de transport entre zones de production et zones de consommation. Le programme de facilitation des transports entre Douala, Bangui et Ndjamena en est un autre exemple. La preuve, il a développé les échanges dans la zone, ainsi que le commerce à l'extérieur de la zone CEMAC, améliorant ainsi l'efficacité de la chaîne logistique de transport. Deux autres projets ont vu le jour, cette fois-ci

dans le domaine énergétique. Soit l'un à Kribi, et l'autre grâce à l'interconnexion des réseaux électriques entre la RCA et la République démocratique du Congo. Quant au projet de fibre optique "Backbone Afrique centrale" (Cameroun, Congo et RCA), il a pour objectif d'améliorer la connectivité, le « e-banking » et le transfert d'information sur le climat des affaires et les marchés.

Michèle Ebongue

Agriculture

Yaoundé accueille un sommet international de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes

La capitale du Cameroun, accueille le Sommet international de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes du 28 février au 3 mars prochain.

D'après le comité constitué du gouvernement camerounais et le Fonds international de développement agricole (Fida), ce sommet vise à faciliter « le partage des connaissances avec les jeunes et les entités des secteurs public et privé qui contribueront à promouvoir leurs efforts dans l'entrepreneuriat, afin de réduire la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ». De même, il s'agit d'offrir aux jeunes, des espaces pour explorer les possibilités et les opportunités d'affaires

dans le secteur agricole et non agricole pour la promotion d'un travail décent et respectueux de l'environnement.

Un atelier de terrain avec des jeunes sélectionnés au cours du sommet, aura lieu les 2 et 3 mars 2019, au Centre d'agri-incubation d'Obala situé à une heure de route de Yaoundé. La Fida pense que le Cameroun fait partie des pays de l'Afrique subsaharienne dont plus de 16 millions de jeunes entreront sur le marché de l'emploi chaque année jusqu'en 2030, principalement dans les zones rurales.

Oscar Onana



Un entrepreneur

Universités d'Etat

Le recrutement des enseignants débute le 30 mai prochain

Cette sélection intervient dans le cadre du recrutement de 2000 enseignants.

La mise en service des candidats retenus devrait prendre effet dès le 1er octobre prochain. C'est le ministre de l'enseignement supérieur, Jacques Fame Ndong, qui l'a annoncé lors d'une conférence de presse hier. La compétition est ainsi déjà ouverte. Après des réunions de cadrage sous la supervision du ministre secrétaire général des services du premier ministre, la redéfinition des critères par les commissions de recrutement pilotées par les deux vice-chancelor et les recteurs des universités d'Etat, la phase des recrutements des Phd doctorats débute dès maintenant. Jacques Fame Ndong a précisé que la date limite de la recevabilité des dossiers de candidature est le 21 mai prochain au sein des universités et dans les représentations diplomatiques et consulaires du Cameroun à l'étranger. Pour cette année, 1000 candidats seront retenus, 500 l'année prochaine et 500 en 2021. C'est l'université de Bamenda, avec ses 131



dossiers, qui a enregistré le plus grand nombre de candidats, suivie de Buea, Yaoundé I et Ngaoundéré. 40 postes sont réservés au code de régulation académique.

Cette répartition répond, selon Fame Ndong, au ratio étudiant-enseignant-professionnalisation et gisement des connaissances. Les titulaires de Phd,

âgés au plus de 45 ans révolus au 1er octobre 2019, ne pourront postuler que pour une spécialité, un département, un établissement ou une seule université. Il s'agi-

rait ainsi d'une mesure de transparence afin que ce recrutement spécial, décidé par le président Biya, ne souffre d'aucun discrédit.

K.J.

Convention des nations unies contre la corruption

La mise en œuvre au Cameroun sur la bonne voie

Ce constat est celui des experts de l'office des nations unies contre la drogue et le crime.

Des évaluateurs venus de Sierra Leone et du Vanuatu travaillent depuis hier au siège de la Commission nationale anticorruption (Conac). Les articles 2 et 5 de la convention des nations unies contre la

corruption sont en examen. Alors que l'article 2 porte sur les mesures préventives du fléau, l'article 5 s'intéresse au recouvrement des avoirs. Face aux 4 experts de l'office des nations unies, les représentants de la société civile, du ministère

de la justice et du secteur privé, sous la houlette de la Conac. Dans un échange fait de questions et de réponses, il est question pour les nations unies d'évaluer le niveau d'internalisation des dispositions de la convention, d'identifier les réussites

et les bonnes pratiques, de recenser les difficultés auxquelles les Etats font face et de collecter les besoins en assistance technique que le Cameroun pourrait solliciter pour vaincre les difficultés d'application de la convention. Le Cameroun a ratifié la

convention des nations unies contre la corruption, le 18 mai 2006. Mais les réformes gouvernementales engagées par ce pays en vue de vaincre la corruption, peinent à produire des fruits. La corruption a toujours le vent en poupe.

K.J.

Crise anglophone, Boko Haram...

Les jeunes d'aujourd'hui sont-ils les bombes de demain ?

Le contexte sociopolitique actuel interpelle la communauté nationale, les pouvoirs publics et tous les acteurs susceptibles d'éviter au Cameroun un avenir plein d'incertitudes.

S'il est une chose qui est vraie, c'est que les populations des régions majoritairement d'expression anglaise et septentrionales du Cameroun vivent de véritables traumatismes qui les prédisposent à des actes de violences dans le futur. Elles sont en effet dans des conditions particulières : l'image de leur propre mort ce, au regard des atrocités qui ont actuellement cours.

En effet, depuis le début des exactions de la secte islamiste Boko Haram dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord, et depuis le déclenchement de la crise anglophone en octobre 2016, les théâtres des affrontements sont d'une rare violence. Ils mobilisent aussi bien les adultes que les jeunes.

C'est justement cette dernière catégorie d'âge qui mérite qu'on s'y attarde un tant soit peu car, elle constitue l'élite de demain, l'avenir du Cameroun. C'est également cette jeunesse qui devra écrire les prochaines lignes de l'histoire du Cameroun.

Contexte crisogène

Rappelons que dans les situations de crise et de violence permanente, les idées de vengeance fusent de toute part. Il suffit pour s'en convaincre, d'examiner quelques éléments de revendications des sécessionnistes actuels. Ils s'appuient notamment sur un passé lointain dont ils se sentent le plus proches et demandent réparation de l'histoire. Pour preuve, la saisine des Nations et de la Grande-Bretagne pour revenir au frontière de 1961. D'autres revendiquent la création d'un Califat. Ici, la jeunesse occupe les premiers rangs.

En outre, avec ce qui s'apparente à un enlèvement dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les scènes de violence, les destructions des édifices publics et les atteintes à l'intégrité physique des personnes, sont devenues légion dans les sites sus-évoqués. Nous faisons fi des autres cadres de production de la violence répertoriés à travers le pays.

Les actions des pouvoirs publics...

De l'autre côté, l'on se rappelle que les fruits des initiatives du



La crise anglophone et les exactions de Boko Haram sources d'incertitudes

Gouvernement, avec notamment la création d'un comité national de démobilisation, de désarmement et réinsertion (Cnddr), tardent à apparaître. Du coup, il est opportun de réfléchir sur le conditionnement mental des populations jeunes, eux qui représentent l'effectif national le plus important au Cameroun.

D'aucuns ont ainsi salué la campagne de mobilisation et de sensibilisation du 1er février 2019 menée par les responsables de la santé mentale au Cameroun. La caravane s'est à ce sujet déployée dans plusieurs établissements scolaires publics et privés, laïcs et confessionnels dans l'optique de rappeler à la commu-

nauté nationale l'urgence qu'il y a à se pencher sur la problématique de la santé mentale des jeunes, ce maillon important de la société. Toutefois, la question reste d'actualité et garde toute sa pertinence. Ce qui suscite notamment l'avis des professionnels.

Hervé Ndongbong

Interview

Justine Laure Menguene Mviena,
sous-directeur de la santé mentale au Minsanté et Psychiatre

« Si cette jeunesse est instable, adieu le Cameroun »



Pourquoi les jeunes sont-ils la cible d'une campagne axée sur la santé mentale, notamment celle qui a eu cours au début du mois de février 2019 ?

Les jeunes ont été choisis parce qu'ils représentent les adultes de demain, c'est l'avenir, c'est eux qui sont supposés être à l'origine de l'émergence du Cameroun, de

son développement. Donc, si cette jeunesse est instable, adieu l'émergence, adieu le développement, adieu le Cameroun. Les jeunes également parce que c'est une problématique réelle chez eux. Sur trente patients reçus, on a 5 qui viennent pour cette consommation en consultation.

A long terme, y a-t-il des risques sur l'avenir ou l'équilibre psychologique de cette catégorie d'individus ? A quoi sont-ils exposés ?

Il y a un risque, car la drogue modifie le fonctionnement du cerveau et à la longue, entraîne même des lésions. Nous avons des cerveaux en plein développement qui ne fonctionneront plus normalement.

Cela entraîne des troubles du comportement, du raisonnement, de la pensée, du jugement, de mémoire, la prolifération des IST. En effet, ceux-ci ont des comportements à risque et au final des problèmes physiques. Sur le plan mental, ils sont exposés à la violence, à l'agressivité, aux maladies mentales (psychose, dépression, schizophrénie, troubles anxieux etc...).

Peut-on penser finalement qu'en ne traitant pas cette problématique assez tôt, on risque d'avoir une société dont la force de travail sera complètement anéantie ?

Si ce problème n'est pas pris en

charge, il n'y aura pas développement, car ceux qui consomment ne jouissent pas à ce moment de leurs facultés mentales. En plus des troubles cités plus haut, on a les troubles de concentration, d'attention....

Faisons un parallèle avec ce qui se passe dans les régions anglophones. Beaucoup de jeunes assistent à des scènes de violences et beaucoup ont failli perdre leur scolarité. Quelle peut être la conséquence sur le plan psychologique pour eux ?

Les problèmes de santé mentale sont la principale conséquence, c'est-à-dire dans un premier temps un état de mal être. En second lieu, on peut avoir affaire à des troubles névrotiques comme les troubles anxieux, phobiques, obsessionnels, hystériques, et surtout les états de stress post traumatiques. On a également les troubles psychotiques, les troubles de l'humeur, la consommation de substances psychoactives, la recrudescence de la violence, l'agressivité, des conduites antisociales etc... A cela peuvent s'ajouter des trou-

bles psychosomatiques.

Que faut-il donc faire pour minimiser les conséquences des actes de violences ?

La chose la plus simple est d'arrêter cette violence, préparer des interventions sur la prise en charge médico-psychologique dans ces localités. Que toutes les aides apportées dans ces localités puissent avoir toujours une composante santé mentale, car un individu pour être autonome, responsable, utile à la communauté doit être stable tant sur le plan physique que mental. Si une composante n'est pas prise en compte, adieu le développement, adieu l'émergence!!! Il n'y a pas de santé sans santé mentale. D'où l'urgence pour le Cameroun d'investir en santé mentale pour être émergent.

Il faut également organiser des campagnes de sensibilisation sur la santé mentale, les problèmes de santé mentale et les maladies mentales, car la population doit pouvoir en reconnaître les manifestations.

Propos recueillis par Hervé Ndongbong

Respect des libertés publiques au Cameroun

Le chemin est encore long

Les acteurs de la société civile se réunissent autour des problématiques y relatives afin de trouver des réponses aux différents cas de violations dans les tout prochains jours.

L'actualité autour de l'arrestation du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) et certains de ses partisans reste et demeure l'un des éléments qui structurent la vie politique nationale autour des questions des libertés publiques dans le pays. Certainement à cause des nombreux débats qui auront vu le jour. Bien évidemment, l'évènement intervient dans un contexte de combat permanent. Encore que les batailles pour le respect des libertés publiques ne datent pas d'aujourd'hui.

C'est donc dans ce cadre qu'il faut situer la rencontre des 04 et 05 Mars à Yaoundé sous les auspices de l'Ong, Nouveaux droits de l'homme qui entend maintenir la ligne directrice de ses activités : la lutte pour les droits de l'homme engagée il y a près d'une vingtaine d'années. Un atelier est à cet effet prévu dans le cadre du renforcement de la défense et de la protection des libertés fondamentales au Cameroun, avec l'appui des partenaires canadiens.



Rencontre sur les droits de l'homme (Photo d'archives)

A point nommé !

La réalité est que les libertés publiques sont encadrées par plusieurs textes de lois aussi bien au niveau national qu'international. Par conséquent, le Cameroun est dans l'obligation d'appliquer les conventions

qu'il a signées et ratifiées. Du coup, « le projet de renforcement du respect des droits et libertés publiques au Cameroun apparaît de ce fait comme une action majeure de plaider en faveur d'un meilleur respect des libertés publiques ». C'est aussi l'occasion de revenir

sur une thématique qui porte sur les fondements de la démocratie. Cette dernière rappelle que les manifestations publiques « sont sans cesse mises à rude épreuve » à plusieurs endroits du globe. Dès lors, il convient d'analyser les contours juridiques d'un

sujet d'une actualité brûlante. L'objectif étant d'aboutir à des recommandations qui seront à juste titre orientées vers les pouvoirs publics pour la trentaine des participants qui a par ailleurs du grain à moudre.

Hervé Ndongong

Retrouvez tous les jours dans vos kiosques

Le Journal émergence

Le Premier
Quotidien Privé Bilingue au Cameroun



Cameroon International Andre Onana eyed by FC Barcelona and English club, West Ham

West Ham is on list of clubs keen on Cameroon international, Andre Onana. The Hammers are among a long list of clubs keeping an eye on the Ajax goalkeeper. The team is ready to pay the sum of over two billion of FCFA and more to get the Cameroonian. If the deal finally concludes, this will be some of West Ham's best investments in recent years together with Lukasz Fabianski who has been enjoying a relatively good season with the Hammers.

FC Barcelona is also one of the teams interested in the Ajax Amsterdam's goalkeeper and could possibly return to FC Barcelona.

Since 2016, the Came-



Andre Onana

roonian international has performed well with Ajax Amsterdam. The 22-year-old goalkeeper took advantage of Jasper Cillessen's depar-

ture for FC Barcelona, to become Marc-André Ter Stegen's first choice. Andre Onana is a product of the Eto'o Foundation and has also

passed through FC Barcelona in the youth team.

The Cameroonian international could have the opportunity, finally, to

play for the senior team of FC Barcelona in the near future alongside Lionel Messi.

By Amos Muang Nsah

Football

Fifa bans Tanzanian referee for life for taking bribes

Fifa's independent Ethics Committee has handed out life bans to several referees found guilty of taking bribes among who is Tanzania's top referee that has been handed a life ban from football after Fifa found him guilty of taking bribes.

The case, opened in July 2018, was handled by Fifa's Ethics Committee which ruled Oden Charles Mbaga had breached the Fifa Code of Ethics.

The ban relates to bribes to manipulate several national and international matches between 2009 to 2012, with no further details of the games given.

Charles Mbaga speaking to Reuters from Dar es Salaam said he was questioned by Fifa in 2010 but had not heard anything since and knew nothing about match-fixing. "This is



Charles Mbaga, Tanzanian referee banned by Fifa

shocking news to me," he said. Apart from the ban, Mbaga has also been fined 100,000,000 FCFA. He has been banned for life from all football-related activi-

ties, not just refereeing, at national and international level.

Mbaga has reportedly been linked to match-fixer Wilson Perumal of Singapore,

who was involved in providing referees to corrupt international friendly games for betting scams.

Last month, former international referee Ibrahim

Chaibou from Niger was also banned for life and fined same amount after being found guilty of taking bribes by Fifa.

By Amos Muang Nsah

Nigeria

A peine annoncée, la réélection de Buhari contestée par l'opposition

Au Nigeria, dans un communiqué diffusé ce mercredi 27 février dans la matinée, l'opposant Atiku Abubakar a déclaré qu'il n'acceptait pas le verdict des urnes. Le président sortant Muhammadu Buhari a été réélu avec 56% des suffrages contre 41% des voix pour Atiku Abubakar.

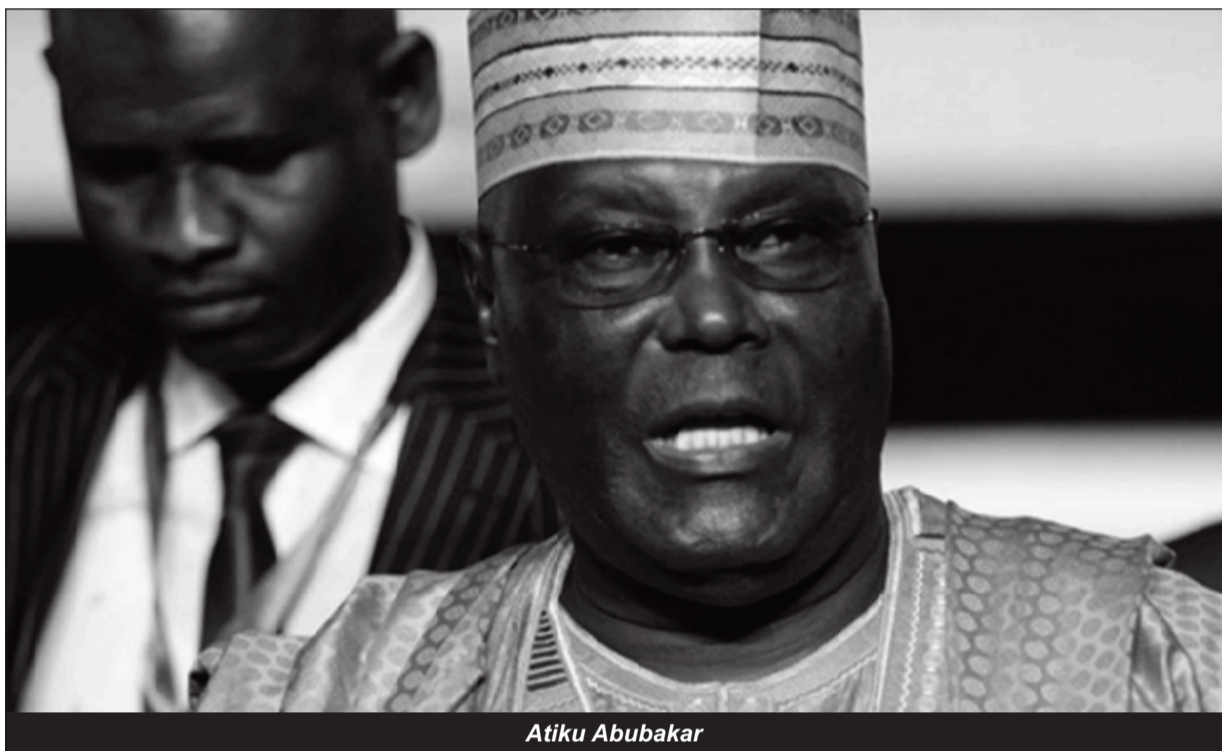
Pour Atiku Abubakar, le scrutin est loin d'avoir été crédible et transparent. Tout au long de la cérémonie de restitution des résultats lundi et mardi, ses conseillers ont soulevé une série d'anomalies : de nombreux votes annulés soit en raison de soucis logistiques, ou bien en raison d'un climat de violence. Pour le Parti populaire démocratique (PDP), les résultats ont été maquillés depuis le début de l'élection. Dans la nuit de mardi à mercredi, le président de la Commission électorale nigérienne (Inec) a balayé d'un revers de main ces critiques, estimant que ces dysfonctionnements étaient pour la plupart liés à du sabotage contre le matériel électoral. Mahmood Yakubu affirme enfin que ces anomalies étaient plutôt marginales.

Le président réélu a très vite réagi ce mercredi, estimant qu'il ne faisait aucun doute que le scrutin ayant permis sa réélection à la tête du Nigeria avait été « libre et juste ».

Buhari réélu malgré un bilan contesté

Muhammadu Buhari a été réélu avec 56% des suffrages contre 41% des voix pour son opposant, Atiku Abubakar. Tous les observateurs prévoyaient un scrutin très serré. Rien n'était gagné d'avance pour le président sortant, car sur le fond, son bilan était largement contesté. Surtout, il a perdu les principales alliances qui lui avaient permis en 2015 de s'imposer dans certains Etats dans lesquels son parti n'était pas du tout implanté.

Ce qui a joué en sa faveur, ce sont les votes de masse exprimés par des électeurs qui sont attachés à sa personnalité. Il



Atiku Abubakar

rafle haut la main quasiment tous les Etats du nord du pays, dont il est originaire. Des Etats dont la démographie est très importante comparée aux Etats du Sud où le PDP et lui

sont bien ancrés. Rien que Kano et Katsina représentent 2,5 millions de voix. Le président nigérien a donc pu compter sur un réservoir de voix beaucoup plus consé-

quent que son challenger qui, lui, était plus soutenu par des électeurs du sud, à la démographie beaucoup moins importante.

Source RFI Afrique

RDC

Félix Tshisekedi réitère sa promesse de libérer les prisonniers politiques

A l'occasion de sa visite en Namibie, le nouveau chef de l'Etat congolais Félix Tshisekedi a notamment confirmé sa promesse de libérer tous les prisonniers politiques et de réformer l'Agence nationale des renseignements (ANR).

Félix Tshisekedi avait été interpellé ces derniers jours sur l'importance de mettre en oeuvre cette mesure. Depuis Windhoek, le nouveau chef de l'Etat congolais se veut rassurant. Ces libérations auront bien lieu et dans les prochains jours, quitte à devoir user de la grâce présidentielle, dit-il.

« Dans les jours qui viennent, je peux vous dire que tous les prisonniers politiques seront libérés, selon évidemment leurs cas, parce qu'il y en a qui peuvent bénéficier de la grâce présidentielle immédiatement. Et d'autres, rien qu'avec leurs procédures, elles peuvent être levées et leur obtenir la libération. En tout cas, ce qui est certain, c'est que tous les prisonniers qui sont retenus pour des raisons politiques dans les prisons du pays seront libérés

dans les jours prochains », a assuré le nouveau président congolais.

Réforme de l'ANR

Deuxième annonce et promesse renouvelée à Windhoek : Félix Tshisekedi s'engage à donner un visage humain à la très redoutée ANR, qui dépend directement de la présidence de la République.

« L'Agence nationale du renseignement, qui était la police politique depuis toutes ces années, depuis notre indépendance, la police politique du pouvoir, va être requinquée, a-t-il ajouté. On va lui redonner un autre visage, plus humain. Et j'ai d'ores et déjà donné l'instruction pour que tous les cachots de ces services soient fermés, et qu'on ne puisse plus retenir des individus dans ces endroits uniquement à cause de leurs opinions politiques.



Félix Tshisekedi réitère sa promesse de libérer les prisonniers politiques

Cela n'arrivera plus. » Félix Tshisekedi promet donc la fin des mauvaises pratiques. Pour autant, ce mercredi 27 février au matin, à Goma et Kinshasa, au moins une cinquantaine d'activistes ont à nouveau été interpellés

alors qu'ils manifestaient. A Goma, au Nord-Kivu, c'était pour protester contre l'insécurité. A Kinshasa, la capitale, c'était pour sensibiliser sur la nécessité de mettre fin à l'impunité pour les crimes de sang et les crimes écono-

miques commis sous l'ère Kabila. A noter que sur l'ensemble des services de sécurité, seul le chef de la direction générale des migrations a été remplacé.

Source RFI Afrique